

Résumé

Perspectives pour la croissance économique mondiale et le développement durable

L'économie mondiale est au bord d'un nouveau ralentissement majeur

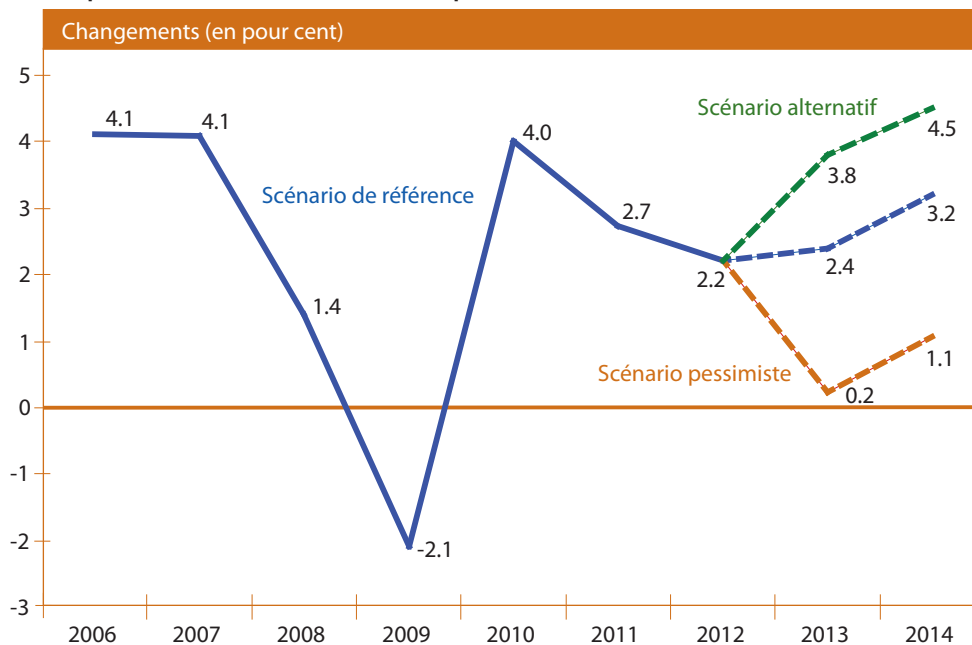
Comme annoncé dans le rapport de l'année dernière, l'économie mondiale s'est considérablement affaiblie en 2012. Un nombre croissant de pays développés sont retombés dans une récession à double creux, notamment en Europe, tandis que ceux faisant face à un surendettement non-viable ont sombré encore plus profondément dans la récession. De nombreux pays développés sont pris dans une spirale descendante se renforçant grâce à un chômage élevé, une faiblesse de la demande globale exacerbée par l'austérité budgétaire, un endettement public élevé et un système financier toujours fragile.

Les difficultés économiques des pays développés affectent également les pays en développement et les économies en transition à travers l'affaiblissement de leurs exportations et la volatilité accrue des flux de capitaux et des prix des matières premières. Les grandes économies en développement sont cependant également confrontées à des problèmes intérieurs, et certains pays dont la Chine font face un déclin des investissements, résultant des contraintes de financement dans certains secteurs de l'économie et d'une capacité de production excédentaire ailleurs. La plupart des pays à faible revenu ont jusqu'ici relativement bien résisté au ralentissement économique des pays développés et à revenu intermédiaire, mais sont à présent aussi affectés par l'intensification des retombées négatives. Les perspectives pour les deux prochaines années sont pleines de défis, d'incertitudes et les risques orientés vers la baisse.

La croissance du produit mondial brut (PMB) devrait atteindre 2,2 pour cent en 2012 et rester bien en deçà de son potentiel à 2,4 pour cent en 2013 et 3,2 pour cent en 2014 (graphique O.1). A ce rythme modéré, de nombreuses économies seront incapables de recouvrer les pertes sévères d'emplois subies durant la « grande récession ».

Graphique O.1

Perspectives faibles et très incertaines pour l'économie mondiale^a



Source: ONU/DAES.

^a Le taux de croissance pour 2012 est partiellement estimé. Les chiffres pour 2013 et 2014 sont des prévisions. Consultez la section « Incertitudes et risques » pour une discussion du scénario pessimiste et l'encadré I.3 pour une discussion du scénario alternatif.

La crise mondiale de l'emploi se poursuit

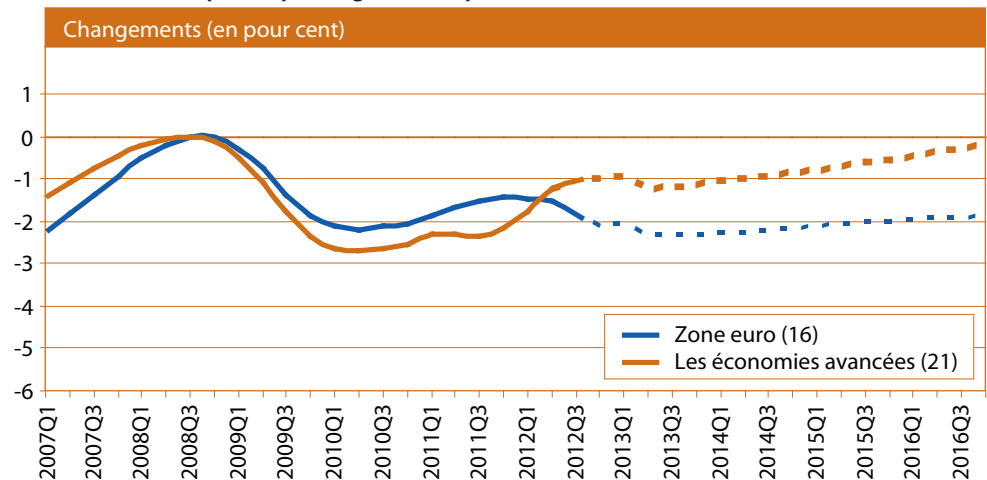
Le chômage reste très élevé à travers le monde, en particulier dans les pays développés et en Europe où la situation est la plus difficile. Le taux de chômage a continué d'augmenter, atteignant un niveau record de près de 12 pour cent dans la zone euro en 2012, soit une augmentation de plus d'un point par rapport à l'année précédente. La situation s'est le plus dégradée en Grèce et en Espagne, où plus d'un quart de la population active est sans emploi. Seuls quelques pays, tels que l'Autriche, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas, ont des taux de chômage faibles de l'ordre de 5 pour cent. Le taux de chômage en Europe centrale et orientale a également connu une légère hausse en 2012, résultant en partie de l'austérité budgétaire. Au Japon, moins de 5 pour cent des travailleurs restent encore sans emploi. Aux États-Unis, le taux de chômage a glissé au-dessous de la barre des 8 pour cent à partir de septembre seulement.

Dans le même temps, la proportion du chômage de longue durée (plus d'un an) dans les pays développés a dépassé les 35 pour cent en juillet 2012, touchant environ 17 millions de travailleurs. Une telle augmentation de la durée du chômage a des conséquences négatives importantes et durables tant sur les travailleurs qui ont perdu leur emploi et sur l'économie dans son ensemble.

Pour l'année qui s'ouvre, les dirigeants des pays développés devraient avoir comme une de leur principale priorité de créer davantage d'emplois viables à long terme. Si la croissance économique dans les pays développés reste aussi anémique que prévu dans le scénario de référence, les taux d'emploi dans ces pays ne reviendront à leur niveau d'avant la crise que bien après 2016 (graphique O.2).

Graphique O.2

La crise de l'emploi se prolonge en Europe et aux États-Unis



Source: ONU/DAES, basé sur les données de l'OIT et du FMI.

Note: Le graphique montre les variations en pourcentage de l'emploi total (en moyenne mobile) par rapport au pic d'avant la crise. Les projections (lignes en pointillés) sont basées sur des estimations de l'élasticité de l'emploi par rapport à la production (loi d'Okun), selon une méthode similaire à celle de l'OIT, présentée dans le Rapport sur le travail dans le monde, 2011, Genève.

La situation de l'emploi varie considérablement parmi les pays en développement. Dans la plupart des économies d'Asie orientale et d'Amérique latine, le taux de chômage a déjà décliné en-dessous de son niveau d'avant la crise financière mondiale. Le ralentissement de la croissance dès la fin 2011 et en 2012 n'a pas conduit à une augmentation perceptible du taux de chômage dans ces deux régions, un signe qui peut être interprété de manière positive, avec pour réserve que le chômage n'augmente généralement qu'avec retard suite à un ralentissement économique. Si la croissance économique continue

de décliner, le taux de chômage pourrait augmenter de manière significative. En Afrique, malgré la croissance du produit intérieur brut (PIB) relativement forte, l'emploi reste un problème majeur sur l'ensemble du continent, tant en termes du nombre que de la qualité des emplois. La création d'emploi de qualité reste d'ailleurs un défi commun pour tous les pays en développement. La proportion des travailleurs pauvres et des travailleurs occupant des emplois précaires dans le secteur informel continue d'augmenter. En outre, le chômage des jeunes et les désavantages des femmes en matière d'emploi restent d'importantes préoccupations sociales et économiques dans de nombreux pays en développement.

La réduction de la pauvreté et les progrès vers les autres OMD devraient ralentir

La faiblesse de l'économie mondiale et la vulnérabilité de l'emploi dans les pays en développement freinent les efforts de réduction de la pauvreté et rétrécissent l'espace budgétaire requis pour investir dans l'éducation, la santé et d'autres domaines critiques pour accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Cela est vrai en particulier pour les pays les moins avancés (PMA), qui restent très vulnérables aux chocs des prix des matières premières et reçoivent moins de financement externe et d'aide publique au développement (APD) en raison des difficultés et de l'austérité accrues dans les pays donateurs.

La croissance mondiale des émissions de gaz à effet de serre reste alarmante

En parallèle avec la faible croissance économique des pays développés, les gaz à effet de serre (GES) émis par les pays de l'Annexe I du Protocole de Kyoto sont estimés avoir diminué d'environ 2 pour cent par année en 2011 et 2012. Ce déclin contraste avec l'augmentation de 3 pour cent que ces pays avaient connue en 2010, mais s'ajoute au déclin de 6 pour cent survenu en 2009, suite à une sévère contraction du PIB causée par la grande récession. Compte tenu de la faible croissance économique mondiale, les émissions des pays de l'Annexe I devraient continuer à baisser en 2013 et 2014. En tant que groupe, les pays de l'Annexe I ont atteint l'objectif du Protocole de Kyoto de réduire les émissions d'au moins 5 pour cent par rapport aux niveaux de 1990 pendant la période d'engagement 2008-2012.

Dans le même temps, cependant, les émissions de GES dans de nombreux pays en développement augmentent à un rythme rapide, et la communauté internationale est loin d'être sur la bonne voie pour réduire les émissions dans les proportions requises pour maintenir la concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère à moins de 450 parties par million (afin de stabiliser le réchauffement climatique et limiter l'augmentation de la température à 2° C par rapport au niveau pré-industriel). Pour éviter de dépasser cette limite, les émissions de GES devraient diminuer de 80 pour cent d'ici le milieu du siècle. Au rythme actuel, il s'agit d'un objectif irréalisable. Des voies de croissance plus écologiques doivent être ouvertes aujourd'hui. Bien que les investissements requis pour atteindre cet objectif soient coûteux, ils permettraient également de relancer la croissance à court terme tout en corrigeant certains déséquilibres internationaux à moyen-long terme.

L'inflation reste modérée dans les économies les plus développées ...

Les taux d'inflation restent modérés dans la plupart des économies développées. Les importants écarts de production et la pression baissière sur les salaires dans de nombreux pays

maintiennent les anticipations d'inflation à un niveau faible. Aux Etats-Unis, l'inflation est descendue de 3,1 pour cent en 2011 à environ 2,0 pour cent en 2012 et une nouvelle modération est prévue pour 2013. Dans la zone euro, l'inflation reste supérieure à l'objectif de 2 pour cent des banques centrales. L'inflation de base, qui exclue les variations de prix des éléments volatils tels que l'énergie, la nourriture, l'alcool et le tabac, a été beaucoup plus faible, à environ 1,5 pour cent, sans aucun signe de pressions haussières. En 2013, l'inflation devrait décliner légèrement, tout comme dans les nouveaux Etats membres de l'Union Européenne (UE). Au Japon, la déflation continue, malgré le fait que la banque centrale ait relevé son objectif d'inflation pour stimuler les anticipations d'inflation.

... Et est en recul dans la plupart des pays en développement

L'inflation a reculé dans la majorité des pays en développement en 2012, mais demeure élevée dans certains pays. En 2013 et en 2014, la probable augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires provoquée par la sécheresse dans certaines régions productrices, le niveau élevé du prix du pétrole et les contraintes de l'offre propres à certains pays sont susceptibles d'exercer des pressions haussières sur l'inflation dans les pays en développement. En Afrique, l'inflation a certes reculé dans de nombreux pays, mais reste supérieure à 10 pour cent en Angola, au Nigeria et ailleurs. L'inflation devrait rester modérée en Asie orientale, mais représente un défi pour la plupart des pays d'Asie du Sud, où le taux d'inflation moyen était de plus de 11 pour cent en 2012, et devrait se maintenir au-dessus de 10 pour cent en 2013 et 2014. L'inflation reste faible dans la plupart des économies de l'Asie occidentale, bien qu'il soit encore élevé (supérieur à 10 pour cent) au Yémen et très élevé (30 pour cent) en République arabe syrienne. Le taux d'inflation dans les Caraïbes et en Amérique latine en général devrait rester aux alentours de 6 pour cent.

Le commerce international et les prix des matières premières

L'expansion du commerce mondial des marchandises est en forte décélération

La croissance du commerce mondial s'est fortement ralentie pour la deuxième année consécutive, passant de 12,6 pour cent en 2010 à 6,4 pour cent en 2011 et 3,2 pour cent en 2012. La faible croissance économique mondiale, en particulier en Europe et dans les autres économies développées, est le principal facteur derrière cette décélération. Dans le scénario de référence, la croissance du commerce mondial reprendra modérément en 2013 avant de se rapprocher l'année suivante de son taux de croissance à long terme qui est de 5 pour cent. Toutefois, les pays en développement ont mieux résisté au nouveau ralentissement de l'économie mondiale et leur importance dans le commerce international ne cesse d'augmenter, en partie en raison de leur intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales.

Les prix des matières premières restent élevés et volatils

Les prix de nombreuses matières premières ont été aussi élevés en 2012 qu'en 2011, et ont connus plusieurs épisodes de volatilité prononcée. Après avoir culminé au cours du premier trimestre de l'année dans le sillage des opérations de refinancement à long terme de la Banque centrale européenne (BCE) qui avaient brièvement ranimé l'illusion d'une reprise économique rapide, les prix de la plupart des matières premières ont légèrement

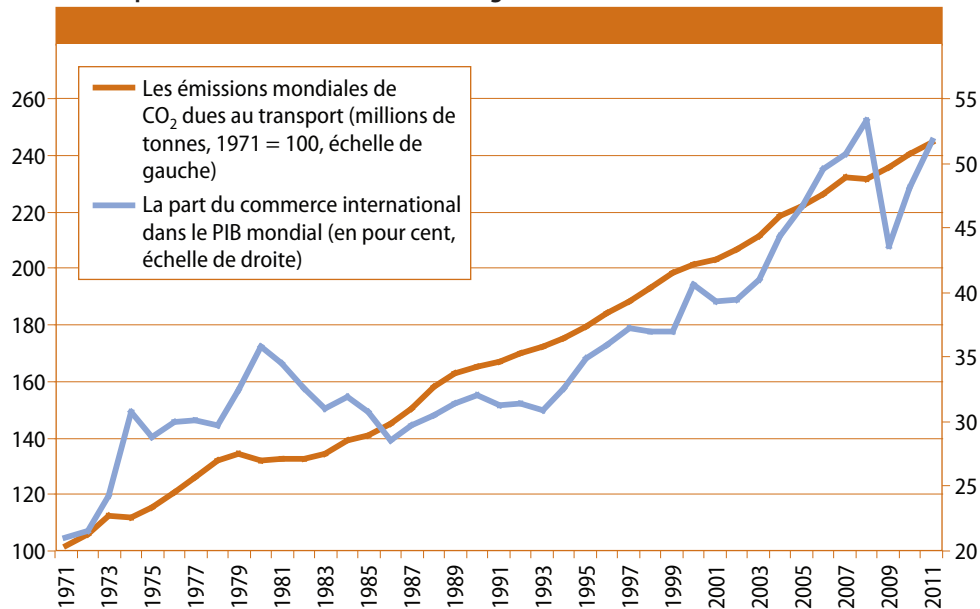
diminué au cours du deuxième trimestre. Les prix des aliments et du pétrole sont restés élevés au troisième trimestre, toutefois, en raison d'événements climatiques défavorables dans certains pays et d'un regain de tensions au Moyen-Orient. En revanche, les prix des minéraux, des métaux et des minerais ont continué à baisser en raison de la faible activité économique mondiale. Les exportateurs de matières premières qui ont bénéficié d'une amélioration de leurs termes de l'échange au cours des dernières années restent exposés à des pressions baissières sur les prix. Dans un contexte de liquidité abondante, la spéculation financière et le développement de nouveaux produits financiers adossés à des matières premières vont probablement encore amplifier la volatilité sur les marchés des matières premières. Les prix des produits alimentaires devraient se modérer quelque peu avec le ralentissement de la demande mondiale pour autant que les conditions météorologiques ne deviennent pas plus défavorables encore. Toutefois, étant donné que les marchés sont très serrés et que les ratio stocks-utilisations sont très faibles pour la plupart des aliments de base, même des chocs d'offre mineurs pourraient provoquer de nouvelles hausses de prix.

L'expansion du commerce des services augmente les émissions mondiales de gaz à effet de serre

La forte reprise du commerce des services expérimentée dans toutes les régions et groupes de pays en 2010 a commencé à faiblir au cours du dernier trimestre de 2011. Alors que le secteur financier s'est contracté dans certains pays développés, des secteurs à forte émission de carbone tels les transport et le tourisme continuent à croître dans les pays en développement. Les services de transport de marchandises continuent à croître avec l'expansion du commerce à travers les chaînes de valeur mondiales. L'expansion du transport de marchandises représente certes une source importante de recettes en devises, en particulier pour certains pays en développement, mais il contribue surtout de façon significative aux émis-

Graphique 0.3

Les émissions de CO₂ dues au transport et la part du commerce international dans le produit intérieur brut mondial augmentent en tandem



Source: Banque mondiale.

sions mondiales de CO₂ (graphique O.3). Les dirigeants du monde entier devraient prêter une plus grande attention à l'impact négatif que l'organisation de la production à l'échelle mondiale par des entreprises multinationales et les chaînes de valeur mondiales exercent sur l'environnement.

Le financement international pour le développement

Les flux de capitaux privés demeurent volatils

Depuis la crise, les flux internationaux de capitaux privés vers les pays émergents et les pays en développement sont restés extrêmement volatils. Alors qu'une relative stabilité avait regagné les marchés des devises et de capitaux dans les premiers mois de 2012, la volatilité est réapparue par la suite, en partie en raison des craintes grandissantes des investisseurs quant à la viabilité des finances publiques en Europe, provoquant un exode des capitaux vers des placements considérés comme sûrs. En outre, de nombreuses banques européennes poursuivent leur désendettement, ce qui entrave les prêts aux économies en développement et en transition. Les signes d'un ralentissement économique au Brésil, en Chine et en Inde ont de plus réduit les flux de capitaux vers ces pays.

L'accumulation de réserves de change s'est modérée

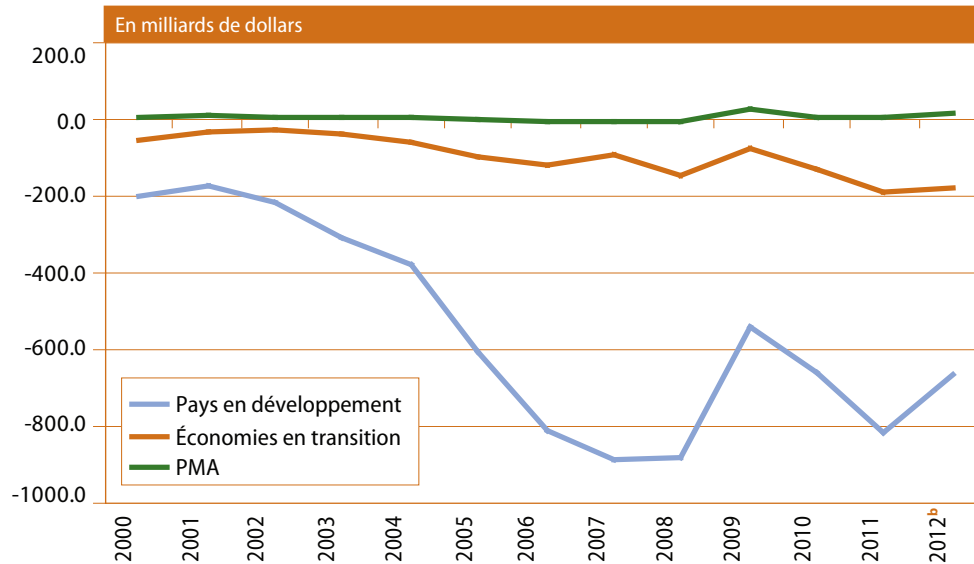
Le rythme auquel les pays en développement et les économies en transition accumulent des réserves de change a quelque peu fléchi en 2012, en partie en raison d'apports de capitaux plus faibles. Pourtant, la continuation de l'accumulation des réserves de change révèle la persistance d'incertitudes quant à l'état de l'économie mondiale ainsi que la nécessité que les Etats perçoivent de s'assurer eux-mêmes contre des chocs externes. Les réserves de change détenues en devises des principaux pays développés par les pays en développement et les économies en transition dépassent largement les entrées de capitaux dans ces pays et, par conséquent, ils continuent d'effectuer d'importants transferts nets de capitaux vers les pays développés. En 2012, ces sorties nettes s'élèvent à un montant estimé à \$845 milliards, contre mille milliards (un billion) de dollars en 2011. Les pays les moins avancés (PMA) ont toutefois reçu des transferts nets positifs d'un montant estimé à \$17 milliards en 2012 (graphique O.4).

L'aide publique au développement est en baisse

Les flux nets d'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a atteint \$133,5 milliards en 2011, soit une légère hausse par rapport à \$128,5 milliards en 2010. En termes réels, cependant, cela représente une baisse de 3 pour cent, creusant encore davantage l'écart avec l'objectif de la communauté internationale de mobiliser \$167 milliards pour l'aide au développement. Les résultats préliminaires de l'enquête de l'OCDE au sujet des plans de dépenses prévues par les pays donateurs indiquent que l'aide programmable par pays (APP) - un sous-ensemble de l'aide qui comprend des programmes et des projets disposant de prévisions pour l'évolution de l'aide qui sera apportée - devrait augmenter d'environ 6 pour cent en 2012. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de prêts à taux bonifié provenant d'organismes multilatéraux qui ont récemment bénéficié de reconstitutions de fonds. Cependant, l'APP devrait stagner de

Graphique 0.4

La poursuite des transferts financiers nets des pays en développement vers les pays développés



2013 à 2015, reflétant l'impact différé de la crise économique mondiale ainsi que celui des politiques d'austérité sur les budgets d'aide des pays donateurs.

Incertitudes et risques

Une aggravation de la crise de la zone euro, la "falaise fiscale" aux États-Unis et un atterrissage brutal de la croissance économique en Chine pourrait provoquer une nouvelle récession mondiale

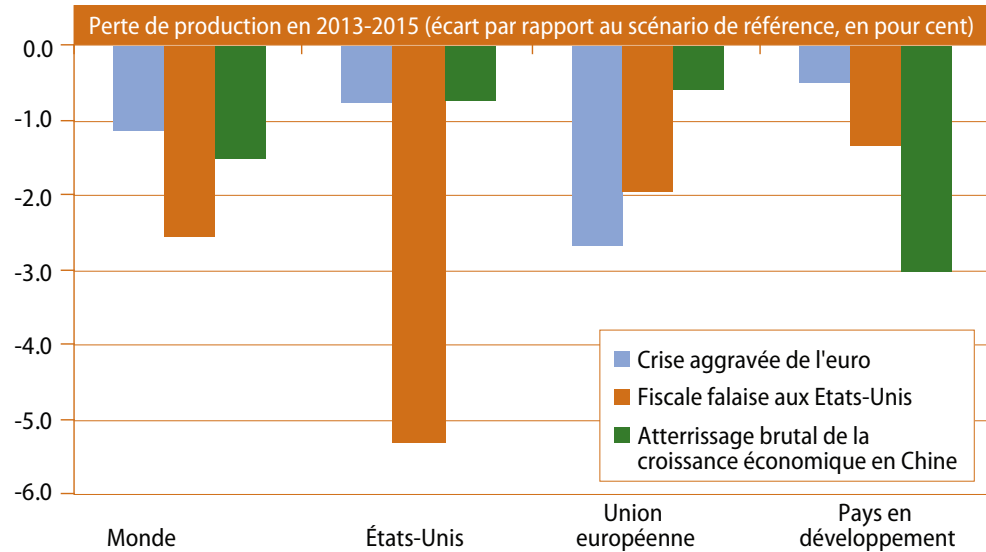
Le scénario de référence est soumis à des incertitudes et des risques importants, principalement des risques à la baisse. Tout d'abord, la crise économique dans la zone euro pourrait continuer à s'aggraver et créer davantage de remous. La dynamique dangereuse entre la fragilité du secteur bancaire et la crise de la dette souveraine pèsent négativement sur les bilans des gouvernements et des banques. Les politiques d'austérité budgétaire ne font qu'exacerber la crise économique : les efforts d'assainissement budgétaire menés simultanément par de nombreux pays résultent en un affaiblissement de la demande, des revenus, et donc en une hausse de la dette, déclenchant ainsi des appels en faveur de nouvelles coupes budgétaires. La situation pourrait s'aggraver considérablement avec les possibles retards de la mise en œuvre du programme de rachats d'obligations souveraines sur le marché secondaire (aussi appelé programme de transactions monétaires au comptant, traduit de l'anglais Outright Monetary Transactions (OMT)) et autres mesures de soutien pour les membres qui en ont besoin. De tels retards pourraient survenir en raison de difficultés politiques à trouver un accord entre les pays qui ont besoin d'assistance et la troïka constituée de l'UE, la BCE et le FMI, et/ou en raison des effets néfastes des programmes d'austérité budgétaire et de difficultés plus grandes que prévus à mettre en œuvre des ajustements structurels. Dans un tel scénario, simulé par le Modèle de prévisions économiques mondiales des Nations Unies, la zone euro pourrait subir une perte cumulée de plus de 3 pour cent de

son PIB au cours de la période 2013-2015 et l'économie mondiale une perte de plus de 1 pour cent (graphique O.5).

Deuxièmement, les États-Unis pourraient ne pas éviter la « falaise fiscale ». Une impasse politique empêchant le Congrès de parvenir à un accord sur un nouveau budget déclencherait des coupes budgétaires automatiques, comprenant une baisse des dépenses publiques d'environ \$98 milliards par an pendant dix ans et des hausses d'impôts de \$450 milliards en 2013; sur la période 2013-2015, ces mesures amputerait le PIB d'environ 4 pour cent. Dans un pareil scénario, la croissance économique mondiale serait réduite de moitié à 1,2 pour cent en 2013 et, en 2015, la production mondiale serait de 2,5 pour cent inférieur à celui du scénario de référence. La perte pour les pays en développement représenterait environ 1 pour cent de leur PIB.

Graphique O.5

La réalisation des risques à la baisse aurait un impact considérable sur l'économie mondiale



Source: ONU/DAES, basé sur des simulations du Modèle de prévision économique mondial.

Un troisième risque réside dans la possibilité d'un atterrissage brutal de la croissance économique d'un ou plusieurs grands pays en développement, dont la Chine. La croissance a ralenti nettement en 2012 dans un certain nombre de grandes économies en développement, dont le Brésil, la Chine et l'Inde, qui ont toutes connu une longue période de croissance soutenue avant la crise financière mondiale et ont réussi à se remettre rapidement en 2010 suite à la grande récession. Compte tenu des incertitudes au sujet de la demande extérieure et divers défis qui leur sont propres, le risque d'une baisse plus importante que prévu de la croissance dans ces pays n'est pas négligeable. Dans le cas de la Chine, par exemple, les exportations ont continué de ralentir en 2012, en raison de la faible demande des pays développés. Pendant ce temps, la croissance de l'investissement, qui a contribué à plus de 50 pour cent de la croissance du PIB chinois dans les dernières décennies, a connu une décélération. Ceci est dû entre autres au renforcement de la réglementation du marché immobilier, à une relance budgétaire plus prudente et aux contraintes de financement rencontrées par les collectivités locales dans la mise en œuvre de nouveaux projets. En raison de ces facteurs, la croissance économique chinoise pourrait faiblir davantage que prévu. Si la croissance économique en Chine devait ralentir à environ 5 pour cent

par an, les pays en développement pourrait subir une perte cumulée équivalant à environ 3 pour cent de leur PIB au cours de 2013-2015 et le monde dans son ensemble une perte d'environ 1,5 pour cent.

Défis politiques

La teneur des politiques actuelles reste largement insuffisante pour mettre en oeuvre une reprise économique et de l'emploi

Le ralentissement de la croissance économique et les incertitudes politiques projettent une ombre sur les perspectives économiques mondiales. La plupart des pays développés ont adopté une combinaison politique alliant austérité budgétaire et expansion monétaire de sorte à réduire la dette publique et le coût de son refinancement et de briser la dynamique néfaste entre fragilité du secteur bancaire et dette souveraine. De cette manière, les dirigeants politiques espèrent calmer les marchés financiers et rétablir la confiance des consommateurs et des investisseurs. Cette combinaison s'accompagne de réformes structurelles des prestations sociales, du marché du travail et de la réglementation des entreprises, qui ensemble sont supposées relancer la croissance économique et réduire le chômage. Toutefois, la gestion des problèmes de la dette, du chômage et la faible croissance économique s'avèrent être des défis beaucoup plus problématique que les dirigeants politiques ne l'avaient prévu.

Un problème supplémentaire est que les efforts d'assainissement budgétaire de la plupart des pays développés s'attachent davantage à réduire les dépenses qu'à augmenter les recettes. La première voie est en effet plus préjudiciable à la croissance économique à court terme, en particulier lorsque l'économie est dans un cycle baissier. Dans de nombreux pays développés, les coupes dans les investissements publics sont plus sévères que pour les autres postes de dépenses, ce qui se nuit également à la croissance économique à moyen terme. Dans la plupart des cas, les réductions de dépenses impliquent également une réforme des prestations sociales, ce qui affaiblit les stabilisateurs économiques à court terme à travers la diminution des pensions de retraite, le raccourcissement de la durée des allocations de chômage et/ou le déplacement des dépenses de santé sur les ménages. En outre, les mesures d'austérité budgétaire induisent une plus grande inégalité dans le court terme, affaiblissant ainsi la mobilité sociale et la croissance de la productivité à long terme.

La plupart des pays en développement et des économies en transition disposent de finances publiques plus fortes. Face au ralentissement économique mondial, certains pays ont choisi de repousser les efforts d'assainissement budgétaire. Les déficits budgétaires pourraient augmenter dans la plupart des pays à faible revenu en raison de la diminution des recettes publiques causée par un ralentissement des exportations de matières premières et du poids croissant des subsides alimentaires et énergétiques. Les pays en développement sont aussi préoccupés par les potentiels effets négatifs des mesures d'assouplissement quantitatif sur la stabilité financière et macroéconomique de leurs économies à travers la volatilité accrue des prix des matières premières, des flux de capitaux et des taux de change.

La teneur des politiques actuelles semble largement insuffisante pour empêcher l'économie mondiale de sombrer dans une nouvelle récession.

Des actions à la fois mieux concertées et plus tranchantes sont requises pour générer de la croissance et créer des emplois

Les perspectives sévères et les risques auxquels l'économie mondiale fait face sont un appel à une action beaucoup plus énergique. Les efforts requis représentent un défi. Dans le

même temps, ce défi offre une possibilité de mieux harmoniser les initiatives entreprises pour résoudre les difficultés immédiates avec les objectifs de développement durables qui s'échelonnent sur le long terme.

Résoudre les incertitudes politiques

Un premier défi consistera à dissiper les incertitudes politiques associée aux trois principaux risques discutés dans le scénario pessimiste. Ces incertitudes doivent être levées rapidement par un changement d'approche et une meilleure prise en compte des retombées internationales des politiques nationales. Dans la zone euro, l'approche fragmentaire qui a prévalu ces deux dernières années pour faire face aux crises de la dette de différents pays, devrait être remplacée par une approche plus globale et intégrée capable de résoudre la crise systémique de l'union monétaire. Les dirigeants politiques des États-Unis devraient éviter une contraction abrupte de la politique budgétaire et surmonter l'impasse politique qui était encore présente à la fin de 2012. Les grands pays en développement confrontés à des risques sévères de ralentissement économique devraient mettre en œuvre de fortes politiques anticycliques de pair avec des mesures pour remédier aux problèmes structurels à moyen terme. La Chine, par exemple, possède une marge de manœuvre suffisante pour rééquilibrer de manière plus vigoureuse son économie vers la demande intérieure, notamment en augmentant les dépenses de l'État pour les services publics tels que la santé, l'éducation et la sécurité sociale.

Rendre les politiques budgétaires plus anticycliques, plus favorables à la création d'emplois et plus équitables

En outre, les politiques budgétaires devraient être plus anticycliques, plus favorables à la création d'emplois et plus équitables. Les efforts des dirigeants politiques ont jusqu'à présent essentiellement visé la consolidation budgétaire à court terme, surtout parmi les pays développés, ce qui s'est avéré contre-productif et n'a fait que prolonger le temps nécessaire pour réduire le niveau de la dette. L'attention doit désormais se porter sur plusieurs autres axes. Une première priorité de l'ajustement budgétaire devrait être de fournir un soutien plus direct à la production et à la croissance de l'emploi en stimulant la demande globale tout en développant une stratégie assurant la viabilité budgétaire à moyen-long terme. En outre, comme les multiplicateurs budgétaires sont plus puissants en période de récession, ils pourraient être renforcés en faisant évoluer les priorités budgétaires pour favoriser les dépenses qui génèrent de la croissance, par exemple en revenant sur les coupes des investissements publics et en renforçant les subventions à l'embauche. En outre, les effets redistributifs des politiques fiscales devraient être dûment pris en considération, non seulement pour des raisons d'équité, mais aussi en raison de leurs implications pour la croissance et la création d'emplois. Enfin, la reprise économique peut être renforcée à court et à plus long terme en s'appuyant sur la « croissance verte » grâce à des incitations fiscales et des investissements dans les infrastructures et les nouvelles technologies.

L'instabilité des marchés financiers mondiaux doit être attaquée à la racine

L'instabilité des marchés financiers mondiaux doit être attaquée à la racine. Ce défi est double. Tout d'abord, une plus grande synergie doit être trouvée entre la relance monétaire et budgétaire. La poursuite de politiques monétaires expansionnistes dans les pays développés sera nécessaire, mais les retombées négatives sur la volatilité des flux de capitaux et

des taux de change doivent être prises en compte. A cette fin, il faudra parvenir à un accord international sur l'ampleur, la vitesse et la synchronisation des politiques d'assouplissement quantitatif dans un cadre plus large définissant des objectifs pour corriger les déséquilibres mondiaux. La deuxième partie du défi consiste à accélérer la réforme du secteur financier dans son ensemble, y compris le système bancaire de l'ombre (shadow banking). Cela sera essentiel afin de réduire les risques systémiques et les prises de risque excessives qui ont accru l'instabilité financière dans les pays développés, la volatilité des flux de capitaux vers les pays en développement, et ralenti de manière significative la croissance de l'économie mondiale.

Des ressources suffisantes doivent être mises à la disposition des pays en développement

Davantage de ressources doivent être mises à disposition des pays en développement, en particulier ceux possédant peu de marge de manoeuvre budgétaire et faisant face à des défis de développement importants. Ces ressources seront nécessaires pour accélérer les progrès vers la réalisation des OMD et faire des investissements susceptibles de générer une croissance durable, en particulier pour les PMA. L'austérité budgétaire des pays donateurs a également affecté les budgets d'aide au développement, reflétée dans la baisse de l'APD en termes réels en 2011. D'autres baisses sont prévues dans les années à venir. Outre le respect des engagements d'aide déjà contractés par les pays donateurs, ces derniers devraient envisager des mécanismes permettant de dissocier les flux d'aide de leur cycle économique afin d'éviter les chutes drastiques d'aide au développement en période de crise, c'est-à-dire au moment où elle est le plus nécessaire.

Un scénario envisageant une relance plus durable de la croissance économique et de l'emploi grâce à des politiques concertées est réalisable

Une politique permettant de relancer la croissance de manière durable et plus écologique et de créer des emplois, tout en réduisant le niveau des dettes souveraines et les déséquilibres mondiaux à moyen terme, est réalisable selon l'analyse d'un scénario alternatif produit par le Modèle de politique globale des Nations Unies. La poursuite des politiques actuelles, même si elle ne devait pas s'accompagner d'une dégradation de la crise de l'euro, ne peut mener qu'à une croissance relativement faible du PMB d'environ 3 pour cent par an, ce qui est loin d'être suffisant pour faire face à la crise de l'emploi ou réduire le niveau de la dette publique. Le scénario alternatif, fondé sur des politiques soutenant la réalisation des principes énoncés ci-dessus, permettrait une accélération de la croissance économique mondiale à 4,5 pour cent par an entre 2013 et 2017, tandis que le ratio de la dette publique par rapport au PIB se stabiliserait avant de décliner à partir de 2016 au plus tard. Le taux d'emploi dans les grands pays développés reviendrait progressivement à son niveau d'avant la crise en termes absolus d'ici 2014, et en termes relatifs (en prenant en compte la taille de la population active) d'ici 2017. La relance de l'emploi surviendrait donc beaucoup plus tôt que dans le scénario de référence, mais prendrait tout de même plusieurs années, malgré une concertation des politiques au niveau international visant à promouvoir la croissance économique et l'emploi. De plus, environ 33 millions d'emplois supplémentaires seraient créés chaque année entre 2013 et 2017 dans les pays en développement et les économies en transition.